

INFOS LUTTES

CGT Finances Publiques



Montreuil, 16 janvier 2014

La bataille est d'ores et déjà engagée à la DGFIP pour la défense de nos revendications. Cet INFOS LUTTES montre les nombreuses mobilisations en cours au niveau local, en particulier autour des Comités Techniques Locaux de suppressions d'emplois. Les appels à la grève des sections de Lozère et des Deux Sèvres – avec une participation de 62,77% des agents pour la Lozère – témoignent du ras-le-bol dans les services. Continuons la mobilisation :

- ✓ Par la grève du 6 février 2014 aux côtés de l'ensemble des salariés du public et du privé contre les politiques d'austérité, l'abandon de la MAP, l'arrêt de la démarche stratégique et pour d'autres choix en matière de salaire, d'emplois, de moyens budgétaires et de conditions de vie au travail ;
- ✓ Par la grève du 20 mars 2014, dans l'unité à la DGFIP, dans la continuité des Etats Généraux, avec les collègues des Douanes en lutte pour obtenir un moratoire sur le plan stratégique mis en œuvre dans leur administration.

RECENSEMENT DES ACTIONS A CE JOUR

03 - Allier

70 agents ont envahi le CTL emploi à l'appel de la CGT, Solidaires et la CFDT. Le secrétaire de section CGT a lu la motion commune avant que le débat s'engage pendant presque 2 heures entre les agents et le directeur. En conclusion, les élus CGT ont précisé au directeur que la mobilisation qui était importante allait se poursuivre jusqu'à ce que nous obtenions l'arrêt des suppressions de postes.

Au même moment **41 collègues de Montluçon se sont réunis dans le hall** pour montrer leur opposition aux suppressions de poste.

05 – Hautes-Alpes



Les élus CGT et une **soixantaine d'agents** se sont invité au CT entérinant 9 nouvelles suppressions d'emplois dans le département (-51 depuis 10ans) .

Pendant près de deux heures les agents ont exprimés leur mé-

contentement ainsi que les difficultés qu'ils vivent au quotidien. La section a ensuite tenu une **conférence de presse**.

06 – Alpes-Maritimes

Les sections CGT, FO, Solidaires et CFDT ont **boycotté** la première séance du CTL emploi du 10 janvier. Dans une **déclaration commune**, les sections exigent :

- ▶ Aucune suppression d'emplois !
- ▶ Arrêt et abandon de la démarche stratégique !
- ▶ Retrait de la lettre ministérielle organisant les mutualisations !
- ▶ Arrêt des réorganisations et des restructurations !
- ▶ Maintien de l'intégralité des missions exercées par la DGFIP !
- ▶ Maintien de l'ensemble du réseau de proximité, trésoreries, SIP, SIE, contrôle fiscal, soutenu et dirigé par des directions départementales conservant toutes leurs prérogatives !
- ▶ Non au rapport Pêcheur !
- ▶ Maintien du Statut Général des Fonctionnaires et de nos statuts particuliers !

09 – Ariège

La section CGT a **boycotté** le CTL emploi du 13 janvier. Une lettre ouverte au Directeur départemental sur les motifs du boycott a été rendue publique.



13 – Bouches du Rhône



A l'appel de la CGT et de Solidaires Finances Publiques, et sous la pression d'une soixantaine d'agents qui l'a investi, le CT « Emplois » n'a pas pu se tenir.

Les sections ont exposé les conséquences de ces suppressions sur les missions et les conditions de travail des collègues :

- ▶ les documents préparatoires reviennent sur l'engagement pris par l'administration de pérenniser les missions fiscales de l'Antenne d'Aix (qui paye le plus lourd tribut aux suppressions d'emplois) ;
- ▶ le ciblage des suppressions d'emploi des services d'enregistrement, prépare la mise en place des pôles patrimoniaux et remet en cause les règles de gestion ;
- ▶ le cadastre qui continue à perdre des emplois alors qu'une charge supplémentaire (révision foncière des locaux professionnels) est imposée à ces services ;
- ▶ les PRS qui se voient confier le recouvrement du Contrôle Fiscal Externe et des procédures collectives, des nouvelles missions très lourdes, sans aucun renfort en personnel ;
- ▶ l'« omission », dans les suppressions d'emplois recensées, des 7 postes d'huissier supprimés dans le département (-25% d'emplois) ;
- ▶ la soi-disant priorité aux services d'accueil affichée par M.BEZARD qui ne se traduit dans le département que par le transfert d'un seul emploi (prélevé dans les services de gestion).

19 – Corrèze

Jeudi 19 décembre, les agents se sont réunis sur le parvis de la cité administrative à l'appel de la majorité des organisations syndicales du département pour exprimer leur ras-le-bol de cette politique mortifère de suppression d'emplois.

2A – Haute Corse



A l'appel de la CGT Finances Publiques, **entre 40 et 50 agents ont manifesté devant les locaux de la direction des finances publiques** à l'occasion de la réunion du comité technique sur les suppressions d'emplois.

L'action a été relayée par la presse locale (*Corse Matin*), qui rapporte les exigences de la CGT contre les suppressions et les vacances d'emplois, la baisse des moyens budgétaires, la fin de l'organisation du concours externe dans l'île, la suppression d'une implantation à Bastia et pour la titularisation d'un agent précaire.

21 – Côte d'Or

Les élus de la CGT Finances Publiques 21 ont décidé de ne pas participer au CTL du 07/01/2014, ni à la 2ème convocation du 10 janvier destinée à entériner **25 nouvelles suppressions d'emploi** dans le département de la Côte d'Or. Un tract expliquant les raisons du boycott et présentant la répartition des suppressions d'emplois a été publié.

22 – Côte-d'Armor





A l'appel de la CGT, Solidaires et FO, 70 agents du département ont participé à l'envahissement du CTL emploi du 10 janvier et ont remis à la direction le texte de la motion intersyndicale.

Les agents ont exigé :

- ▶ l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois ;
- ▶ l'arrêt immédiat de la démarche stratégique ;
- ▶ l'attribution du budget nécessaire à l'exercice de nos missions ;
- ▶ la reconnaissance des qualifications des agents ;
- ▶ le maintien des plans de qualifications ministériels ;
- ▶ le dégel du point d'indice et la fin du blocage des salaires ;
- ▶ la non application du rapport Pêcheur.

A la suite du CTL, les sections syndicales ont tenu une **conférence de presse** en présence de *Ouest-France* et du *Télégramme*.

23 – Creuse

A l'appel des sections CGT et Solidaires, une soixantaine d'agents, soutenus par d'autres syndicats CGT, s'est regroupée le 10 janvier à l'occasion de la deuxième convocation du CTL emploi. Les collègues sont ensuite entrés à la direction afin de rencontrer le directeur. Le CTL a été interrompu et la direction est venue discuter avec les agents pendant une heure. **La presse et la radio locale étaient présentes.**

27 - Eure

La CGT finances publiques a **boycotté** le CTL emplois et a préféré s'adresser directement aux agents, ainsi qu'aux élus par le biais d'une lettre ouverte, à la presse et à la direction générale par un communiqué.

31 – Haute-Garonne



Dans le cadre de la **venue du Président de la République le 9 janvier**, à l'appel de l'Union Départementale CGT de Haute-Garonne, **la CGT Finances Publiques était présente** au côté des salariés et des organisations syndicales de SANOFI, EADS, AIR France, ASTRIUM, Conseil Général, FNAC... pour dénoncer la politique antisociale menée par le gouvernement en matière d'emplois, de salaires.

A l'appel des Organisations syndicales **CGT Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques et Force Ouvrière DGFIP**, environ **80 collègues**, représentant une majorité de services de la Haute Garonne, **se sont rassemblés à la Direction**, jeudi 9 janvier, jour de la première convocation du CTL Emplois.

Lors de la rencontre avec la direction locale, la CGT Finances Publiques 31 a transmis un document d'analyse des suppressions d'emplois tant au niveau national, qu'au niveau local.

Ce document démontre la politique dogmatique de l'austérité pour les salariés.

33 – Gironde

L'ensemble des organisations syndicales du département a décidé de **boycotter le CTL emplois** du 10 janvier. Une **déclaration intersyndicale** exigeant l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois a été produite.

35 – Ile-et-Vilaine

Les sections CGT, Solidaires, FO, CFDT ont appelé à un **rassemblement unitaire** organisé devant la direction le 14 janvier à 9h30, **jour du CTL suppressions d'emplois boycotté** par l'ensemble des organisations syndicales, afin d'interpeller le directeur pour dire :

- ▶ aucune suppression d'emplois ;
- ▶ arrêt des restructurations ;
- ▶ maintien de l'intégralité des missions ;
- ▶ maintien du réseau de proximité ;
- ▶ arrêt de la démarche stratégique.

38 – Isère

Après la distribution d'un tract aux collègues des Centres Rhin et Danube le 14 janvier, la section CGT a tenu une assemblée générale des personnels du site à 9h30. 60 collègues étaient présents. Une banderole a ensuite été accrochée à l'entrée publique du bâtiment et un **regroupement d'environ 50 collègues** a pu se tenir. Radio France Bleu était présente.



42 – Loire



La CGT, SOLIDAIRES, FO, et la CFDT ont décidé de ne pas participer au CTL du 14 janvier 2014 destiné à entériner 20 suppressions de postes au 1er septembre 2014. Un **tract intersyndical** exposant les raisons du boycott a été diffusé. L'intersyndicale a organisé un **rassemblement** devant la direction départementale à Saint-Étienne.

44 – Loire-Atlantique

L'intersyndicale CGT-Solidaires-FO-CFDT invite à un **rassemblement** le jeudi 16 janvier (jour du CTL emplois), pour manifester l'opposition des agents aux suppressions d'emplois devant la direction régionale à Versailles.

46 – Lot

Les sections CGT, Solidaires et FO, après avoir voté unanimement contre le projet de suppressions de 7 emplois lors du CTL du 9 janvier 2014, **appellent l'ensemble des agents du département à se rassembler** devant la Direction le 17 janvier, lors de la reconvoquection du CTL, pour manifester collectivement leur refus des suppressions d'emplois.

48 – Lozère



Les sections CGT, Solidaires et FO ont appelé les agents du département à la grève le 14 janvier, jour du CTL emploi.

La grève a été suivie par **62,77 % des agents**, de nombreux sites ont été fermés au public, une **cinquantaine d'agents** ont manifesté devant les locaux de la direction générale à Mende. Les agents des Finances Publiques ont dénoncé une politique qui va, entre autre, faire perdre cinq postes à la Lozère. L'action de grève a été relayée par *Midi Libre* et *France 3*

56 – Morbihan

A l'appel de la CGT et de Solidaires, une **cinquantaine de collègues des Finances publiques se sont rassemblés**, le 7 janvier, jour du CTL emploi, à la cité administrative de Vannes, pour protester contre la suppression annoncée de 24 postes dans le département.

59 – Nord

La section CGT appelle à une **journée d'initiatives et de rassemblements** le 16 janvier. Une **pétition intersyndicale CGT, Solidaires, FO, SNAFIP, UNSA et CFTC** est en cours de signature pour :

- ▶ l'arrêt des suppressions d'emplois ;
- ▶ que tous les emplois des sites soient pourvus ;
- ▶ que les temps partiels, formations et absences de toute nature soient compensés ;
- ▶ l'ouverture de véritables négociations en faveur d'un plan pluriannuel de recrutement à hauteur des besoins de la DGFIP.

60 – Oise

La section CGT a décidé de **boycotter** le CTL prévoyant 25 suppressions d'emplois et a publié un communiqué.

65 – Hautes-Pyrénées



70 agents se sont rassemblés à l'appel des organisations syndicales du département le jeudi 16 janvier, jour de reconvoquection du CTL emploi au centre des finances de Tarbes.



Le CT a été envahi et le Directeur confronté pendant deux heures trente au personnel. **Une conférence de presse a été organisée sur place.**

69 – Rhône

La CGT a manifesté à Lyon pour les libertés syndicales, le 8 janvier. **1 500 militants** de la CGT sont venus soutenir le secrétaire de l'UD du Rhône et un membre du bureau de l'UL de Villefranche Sur Saône, victimes d'une volonté de museler les organisations syndicales, en particulier la CGT, en les obligeant à déclarer en préfecture la moindre distribution de tracts. Les manifestants ont accompagné les militants de la CGT jusqu'à l'entrée de la cour d'appel de Lyon.

75 – Paris

Vendredi 10 janvier, à l'occasion d'une visite surprise, **le Directeur Général des Finances publiques a été interpellé par les représentants des personnels** sur le site de la rue de Londres au sujet des suppressions d'emplois.

Le DG a été questionné sur 3 incohérences :

- ▶ le gouvernement dit lutter pour l'emploi et supprime des emplois dans la fonction publique en particulier dans notre ministère ;
- ▶ le gouvernement prétend lutter contre la fraude fiscale, ce que prétendait également le précédent ministre des finances, M. Cahuzac. Ce ministère chargé de la collecte de l'impôt et de la lutte contre la fraude fiscale est celui qui connaît le plus de suppressions d'emplois ;
- ▶ enfin un rapport d'un parlementaire, M. Thierry Carcenac, évoquait le risque de syndrome France Télécom à la DGFIP devant le nombre de suppressions d'emplois et pourtant celles-ci continuent dans les mêmes proportions.

A ces 3 incohérences, **le DG n'a pas souhaité répondre**. Il ne souhaitait pas « discuter de choses sérieuses entre 2 portes ».

76 – Seine Maritime

Les sections CGT, FO, Solidaires et CFDT ont **boycotté** le CTL emplois du 9 janvier. Dans une lettre ouverte au président du CTL, l'intersyndicale conteste l'approche gouvernementale visant à faire de la démarche stratégique à la DGFIP, déclinaison de la M.A.P., le nouveau réservoir à suppressions d'emplois pour le budget de l'Etat.

79 – Deux Sèvres

Les sections CGT, FO, Solidaires, CFDT, CFTC, UNSA ont appelé à la **grève** le 9 janvier 2014 contre les 16 sup-



pressions d'emplois du département. De **20 à 25 %** des agents ont suivi cet appel à la grève, soit environ **120 personnes sur les 35 sites**.

L'action a été relayée par la *Nouvelle République* et le *Courrier de l'Ouest*.

L'intersyndicale a rappelé lors de la conférence de presse la situation difficile où se trouve aujourd'hui notre administration quant aux moyens mis à disposition pour effectuer correctement nos missions, et le risque à court terme de voir les petites structures fermées et l'ensemble des services impactés en terme d'accueil notamment.

81 – Tarn

Les sections **CGT, Solidaires, FO et CFDT** appellent à un **rassemblement** le 21 janvier contre les 12 suppressions de postes dans le Tarn en 2014 et pour dénoncer les 112 suppressions d'emplois dans le Tarn depuis 2005.

83 – Var





La section CGT a participé au **rassemblement du 13 janvier contre la criminalisation d'un militant CGT**. La direction générale de la RMTT, a pris comme cible la CGT/RMTT, au travers d'un militant mandaté, en le traitant comme un délinquant notoire et le faisant comparaître au tribunal correctionnel de Toulon le 13 janvier 2014 à 13h30. Les faits reprochés sont d'avoir dénoncé par voie de presse une agression survenue lors d'un contrôle de titre de transport.

86 – Vienne



Une **trentaine d'agents** a participé à une **action « coup de balai »** à l'appel des sections CGT, Solidaires et FO en réaction à la baisse régulière des crédits alloués au ménage et à la saleté grandissante des locaux. L'action a été menée à Poitiers, le jour de la convocation du CTL emploi.

94 – Val-de-Marne



Une **centaine d'agents** a répondu à l'appel intersyndical CGT, Solidaires et FO à participer à l'action contre les suppressions d'emplois.

Les pétitions contre les suppressions d'emplois ont été remises en ouverture du CTL avec les agents présents. L'action a été relayée par *Le Parisien*, qui a pointé comme conséquence la fermeture le jeudi après-midi des services du département.

95 – Val d'Oise

Les sections **CGT, Solidaires et FO** font **signer une motion d'alerte intersyndicale** pour :

- ▶ l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois ;
- ▶ le maintien du maillage territorial ;
- ▶ l'attribution du budget nécessaire à l'exercice de nos missions ;
- ▶ la reconnaissance des qualifications des agents ;
- ▶ le maintien des plans de qualifications ministériels ;
- ▶ la fin du blocage des salaires.

La section organise une **tournée de HMI** sur tous les sites du département pour informer les collègues, leur faire signer la pétition et leur demander de ne prendre leur service qu'à 9h30, vendredi 17 janvier, date de la 2ème convocation du CTL.

Guadeloupe

La CGT Finances Publiques Guadeloupe a **boycotté** le CTP emploi du lundi 13 janvier 2014. Elle a donné lecture au DRFiP d'une déclaration de boycott. Solidaires et FO ont aussi boycotté, sans être présents.

DISI Rhône-Alpes Est Bourgogne

La section CGT Finances Publiques de la DISI RAEB a décidé, en commun avec les autres organisations syndicales représentatives, de ne pas participer au CTL du 7 janvier 2014.

Syndicat national CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63